

M.A.U.S.S.
mouvement anti-utilitariste
dans les sciences sociales

pour
une autre économie

EDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 bis, rue abel-hovelacque
75013 paris
1994

SOMMAIRE

Présentation/Pour une autre économie

Première partie : Une théorie économique incorrigible

Robert **E. LANE** : *Le travail comme « désutilité » et l'argent comme mesure du bonheur? Deux erreurs dans l'équation hédoniste des économistes*

Bernard **GUERRIEN** : *L'introuvable théorie du marché*

Gérarld **BERTHOUD** : *L'économie, un ordre généralisé? Les ambitions d'un prix Nobel*

Hélène **ZADJELA** : *Que nous apprend la nouvelle économie du travail?*

Ahmet **INSEL** : *Une rigueur pour la forme. Pourquoi la théorie néoclassique fascine-t-elle tant les économistes, et comment s'en déprendre?*

Pascal **COMBEMALE** : *L'hétérodoxie n'est plus ce qu'elle était*

Deuxième partie : De quelques alternatives théoriques

Richard **SWEDBERG**, Mark **GRANOVETTER** : *La sociologie économique*

Hubert **BROCHIER** : *Pour un nouveau programme de recherches en économie*

Alain **CAILLÉ** : *D'une économie politique qui aurait pu être*

Paul **JORION** : *L'économique comme science de l'interaction humaine vue sous l'angle des prix. Vers une physique sociale*

François **NEMO** : *Énoncés marchands. Où il est montré que les prix ne sont pas ce que l'on croit*

Troisième partie : Mettre une autre économie en pratique

Chantal **EUZÉBY** : *Trois propositions pour une nouvelle politique économique*

Jean-Louis **LAVILLE** : *Entre marché et État, faire naître une économie solidaire*

Rauf **GÖNENÇ** : *Les trois formes du contrôle économique dans l'économie globale: disciplines professionnelles, concurrence industrielle, optimisation financière*

François **FOURQUET** : *Une économie politique planétaire*

Philippe **ROSPABÉ** : *Quelques leçons d'un enseignement. Un point de vue sur les sciences économiques et sociales au lycée*

Appel à la création d'un enseignement universitaire de socio-économie

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *A la Découverte*.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie.

POUR UNE AUTRE ÉCONOMIE

Par ce titre, qu'appelons-nous à modifier ? le système économique, ou bien la manière de l'imaginer et de l'analyser ? la réalité économique elle-même, ou bien la science économique ? On l'aura deviné : les deux. Car, malgré l'écart croissant qui les sépare, l'une ne va pas pleinement sans l'autre. Ce n'est pas que les praticiens de l'économie se soucient beaucoup de théorie économique. Mais lorsque, en tant que citoyens, nous tentons de baliser le champ de ce qui est possible et de ce qui est souhaitable, comment nous passerions-nous d'en référer à ce que penseraient des experts hypothétiquement bien disposés vis-à-vis de notre cause ? Car si personne ne croit aux experts, tout le monde les croit. Sans même nous en rendre compte, nous percevons comme réel et objectif ce que les experts légitimes croient tel, si bien qu'au bout du compte nous avons foi en la théorie économique quand bien même nous en ignorons tout. Cette foi est-elle encore de mise ? La science économique a-t-elle tenu ses promesses ? Peut-elle ou pourrait-elle les tenir ?

Les lecteurs, même occasionnels, de *La Revue du MAUSS* savent que la foi en la science économique, en sa cohérence logique et en son réalisme, n'y est pas la vertu théologale la plus pratiquée. Depuis ses débuts, en 1981, la critique de l'orthodoxie économique y est pour ainsi dire de rigueur. Mais cette critique méthodologique, épistémologique et idéologique pouvait passer jusqu'à il y a fort peu de temps pour un aimable divertissement, réservé à des universitaires marginaux. Or, il nous semble que depuis un an à peine le

paysage social, politique et économique est en train de changer du tout au tout. En un mot, nous découvrons que les économies nationales les plus prospères sont choses fragiles et périssables, que les gains apportés au consommateur par la division internationale du travail peuvent être plus que compensés par la destruction des emplois, et que la probabilité que nos économies puissent continuer à offrir à tous un emploi à plein temps durant toute leur vie tend rapidement vers zéro. Depuis plus de cinquante ans, l'emploi à vie universel a représenté la clef de voûte de tous les équilibres sociaux constitutifs des nations développées. Or, nous assistons tout à coup, plus ou moins effarés et effrayés, à la décomposition, manifeste pour tous ceux qui ne ferment pas les yeux, du modèle de la *société salariale intégrée nationalement*. Dès lors, les questions soulevées par le statut de la science économique ne sont plus seulement académiques. C'est dans l'urgence, presque, qu'il nous faut maintenant commencer à imaginer d'autres formes et d'autres modalités du rapport social qui soient économiquement plausibles. C'est une autre conception de ce en quoi consiste ou devrait consister l'essence de la réalité économique qu'il nous faut contribuer à faire émerger.

Voilà plusieurs années que les économistes qui se reconnaissent peu ou prou dans *La Revue du MAUSS* nourrissent le désir de dépasser le stade de la critique du « paradigme » dominant dans leur discipline pour tenter de définir une manière plus féconde de penser l'économie. Cette tâche, on vient de le dire, devient désormais urgente. Ce qui ne signifie malheureusement pas que nous soyons pleinement prêts à la mener à bien. Le lecteur trouvera pourtant ici, croyons-nous, aussi bien un ensemble substantiel de critiques adressées à la théorie dominante qu'une exploration raisonnée des possibilités de penser et d'analyser autrement l'économie. Sans que les auteurs se soient donné le mot, il apparaît à la lecture de leurs textes que, aussi divers que soient leurs préoccupations et leur angle d'attaque, un même fil rouge les relie. Tous, en effet, partagent la conviction que la science économique moderne procède d'un mauvais découpage de son objet. On sait que, dans *La Grande Transformation*¹,

1. Karl POLANYI, *La Grande Transformation*, Gallimard, Paris, 1983. Le texte original date de 1944.

Karl Polanyi pose que l'économie de marché, entendue au sens plein et strict du terme, n'émerge, très tardivement, dans l'histoire que lorsque l'économique devient *disembedded*, que lorsque elle est désencastrée, désenchâssée, désintriquée, décontextualisée, désinsérée (les traductions françaises n'ont jamais pu se fixer sur un mot qui fasse l'unanimité) du rapport social et politique d'ensemble. La science économique — telle est la conviction commune qui anime ce recueil — se développe à partir de l'hypothèse implicite que l'économique serait en effet totalement indépendant des rapports sociaux extra-économiques. C'est ce postulat, rarement énoncé comme tel, et encore moins assumé, mais consubstantiel à la discipline, qui anime l'espoir de découvrir les lois universelles, anhistoriques, d'une économie saisie exclusivement sous l'angle de l'abstraction intemporelle. L'espoir de parvenir à des formalismes et à une mathématisation qui fassent sens malgré l'expulsion de toute considération relative au contexte. L'espoir de toucher enfin à une scientificité comparable à celle de la physique, de la chimie ou de la biologie. Ce que suggère au contraire, et au minimum, le présent ouvrage, c'est qu'une grande part de ce qui pouvait être pensé de l'économie à partir de l'hypothèse de son indépendance, de sa *disembeddedness*, l'a été, et que si nous voulons progresser dans la compréhension de notre temps, il nous faut à tout prix aller au-delà des abstractions formelles et réintroduire la considération du contexte social, politique, culturel — la considération du concret historique, en un mot —, là où elle est systématiquement évincée par la théorie économique dominante. Cela n'implique pas de renoncer à la théorie, bien au contraire, mais de commencer à théoriser autrement.

Une théorie économique incorrigible

Nous n'entendons pas consacrer ici trop de place à la critique et encore moins entrer dans le détail des mille et unes variantes de la théorie de l'équilibre général, des anticipations rationnelles, de l'économie du déséquilibre, de la rationalité procédurale, etc. La plupart des critiques possibles sont bien connues des spécialistes. Un certain nombre d'entre elles ont déjà été exposées dans un numéro ou un autre de *La Revue*

du MAUSS. Il faut néanmoins, avant de commencer à explorer d'autres voies, prendre la mesure de certaines des impasses dans lesquelles nous enferme le débat académique courant. Ces impasses découlent à la fois des hypothèses erronées à partir desquelles se déploie la formalisation et d'un vice inhérent au projet de formalisation lui-même que les économistes mettent en œuvre. L'attribution récente à Gary Becker du prix Nobel d'économie permet à *Gérald Berthoud* de montrer à quel point les critiques formulées dans le MAUSS à rencontre de l'anthropologie utilitariste qui anime la science économique restent actuelles. Malgré les sophistications récentes apportées à la conceptualisation de la rationalité, la vieille figure de l'*Homo œconomicus* reste bien vivace. Ses traits essentiels, rappelle *Robert Lane*, sont dessinés à partir de deux hypothèses : celle qu'il chercherait avant tout à maximiser son revenu monétaire parce que celui-ci constituerait le meilleur moyen et la meilleure mesure du bonheur ; celle que le travail dépensé représente une *désutilité*, le sacrifice consenti en vue de cette fin. Or ces deux hypothèses sont fausses. Plus d'argent ne signifie pas plus de bonheur, et c'est la satisfaction dans le travail qui constitue une des sources principales du bonheur. Voilà pour la critique de certaines des hypothèses substantielles qui président à la théorie économique.

La critique comporte des implications importantes pour la politique économique, que R. Lane s'efforce d'explicitier. Au plan proprement théorique, elle soulève la question épineuse de savoir dans quelle mesure la science économique serait capable de modifier les hypothèses substantielles dont elle part sans devoir renoncer à ses formalismes et son style de conceptualisation. Encore, pour amorcer une réponse à cette question, faudrait-il savoir quelles sont les hypothèses effectives et ce dont parle véritablement la théorie. Les réponses les plus évidentes ne sont pas nécessairement ici les meilleures. La théorie économique se présente avant tout, à ses propres yeux et à ceux du public, comme une théorie de l'économie de marché. Mais c'est là, montre *Bernard Guerrien*, largement une illusion. A y regarder d'un peu près, elle représente plutôt la théorie d'une bien hypothétique économie planifiée, au sein de laquelle la formation des prix n'est explicable qu'à partir de l'hypothèse tacite qu'ils existent

et sont connus avant de se former. L'individualisme méthodologique qui préside à la construction se révèle ainsi largement autoréfutant, puisqu'il faut que les individus dont on part soient déjà socialisés pour pouvoir se rapporter les uns aux autres. Comment, dès lors, prendre en compte le fait de cette socialisation, de cette *embeddedness*, au sein de modèles axiomatiques tout entiers construits à partir d'une axiomatique strictement individualiste ? Est-ce même possible ? C'est à un examen précis de cette question que se livre *Hélène Zadjela* en discutant des apports de la nouvelle économie du travail. Malgré la révérence que, comme tous les économistes, elle conserve envers la rigueur formelle qu'autorise la démarche hypothético-déductive, ses conclusions sont nettement désabusées. Non seulement il est permis de douter, avec R. Freeman, que, malgré la puissance accrue de leurs outils analytiques, les actuels économistes du travail en sachent plus que leurs devanciers. Mais surtout on s'aperçoit que chaque fois que les économistes tentent d'introduire dans leurs modèles des raisonnements ou des hypothèses empruntés à d'autres disciplines, ils n'y parviennent qu'en les dénaturant et en les vidant de leur contenu. Qu'en créant des hypothèses *ad hoc* qui ne s'insèrent qu'arbitrairement dans leurs équations. On est ici irrésistiblement tenté d'évoquer la fable du roi Midas, mort de faim après avoir obtenu le don de changer en or tout ce qu'il touchait. L'or étant représenté en l'occurrence par les fastes de la méthode axiomatique.

Reste à se demander ce qui voue les économistes à mourir de faim. Qu'est-ce qui dans leurs modèles les fascine au point de leur faire accepter une large stérilité empirique ? La peur obsessionnelle, sans doute, de faillir à l'exigence d'absolute cohérence. Mais aussi probablement, suggère *Ahmet Insel*, le souci de réaffirmer avec le plus de force possible une éthique de la liberté. Le paradoxe n'est pas mince que, pour se persuader du bien-fondé d'une telle éthique, il faille en passer par le respect absolu des contraintes d'un formalisme particulièrement rigide. Que celui-ci n'autorise pas à prendre réellement en considération les dimensions contextuelles, l'histoire, le concret, l'article de H. Zadjela l'établit sur un domaine particulier. *Pascal Combemale* généralise la démonstration jusqu'à en déduire l'impossibilité des théories économiques hétérodoxes. En la matière, l'hétérodoxie,

qu'elle soit marxiste, institutionnaliste, régulationniste ou autre, a toujours consisté en une tentative de faire reconnaître la pertinence d'une dimension ou d'une autre de l'*embeddedness*. Mais aussitôt que les hétérodoxes tentent de se faire légitimer, aussi longtemps qu'ils entendent encore être considérés comme des économistes, ils sont implacablement conduits à reformuler leur propos conformément au langage dominant de la théorie néoclassique et à se laisser phagocytter par lui. Tirons donc de cette première partie consacrée à la critique de la théorie économique établie une conclusion radicale : il n'y a sans doute pas de sens à viser une autre théorie économique que la théorie économique dominante. Il y en a par contre beaucoup à tenter de penser l'économie en empruntant également d'autres voies que celles de la théorie économique².

De quelques alternatives à la théorie économique

Deux voies sont ici particulièrement explorées. L'une résolument tournée vers l'empirisme, même s'il s'agit d'un empirisme organisé. L'autre plus proprement théorique en ceci

2. Pour éviter les risques de mécompréhension de notre propos (très proche de celui qui est développé ici-même par Richard Swedberg et Mark Granovetter), il faudrait apporter plus de précisions que nous ne pouvons le faire. Tentons seulement de dissiper l'équivoque principale. D'une part, il est clair que le travail d'axiomatisation et de formalisation de la théorie standard est nécessaire. Ne serait-ce que, parce qu'à partir du moment où une voie de la pensée a été ouverte, il est nécessaire de l'explorer jusqu'au bout. D'autre part, il est tout aussi clair que rien n'interdit aux économistes de s'intéresser à l'histoire et au rapport social concret. Sur l'histoire de la modernité, sur l'évolution du rapport social, les économistes regroupés dans la mouvance régulationniste ont de toute évidence apporté des analyses et des conceptualisations que n'avaient pas su développer à leur place historiens ou sociologues du travail. De même que beaucoup de leurs prédécesseurs s'intéressaient à l'« économie sociale », à la psychologie économique, au sous-développement, etc., de même tout un ensemble d'économistes contemporains commencent à manifester une attention et une sensibilité accrues à la complexité du réel, à l'histoire et aux singularités historiques. Une excellente illustration en est donnée, dans une perspective « conventionnaliste », par le tout récent livre de Robert SALAIS et Michael STORPER, *Les Mondes de production; enquête sur l'identité économique de la France* (EHESS, Paris, 1993), qui, mettant l'accent sur « la pluralité concrète et durable des formes de coordination économique » (p. 10), sur la diversité des mondes et des modes possibles, aboutit à une remise en cause très intéressante de la théorie ricardienne des avantages comparatifs. Reste que ce qui est fécond dans ces analyses correspond justement à la mise en lumière de ce qui n'est pas intégrable dans la théorie économique et qui attend donc un autre mode de conceptualisation.

qu'elle accepte de se confronter avec la question centrale léguée par l'histoire de la pensée économique ; la question de la « valeur », celle, autrement dit, de la formation et de la signification des prix.

Une des conclusions qui s'impose en effet massivement à la lecture des textes ici rassemblés, c'est que la pensée économique courante souffre au plus haut point d'un refus d'empirisme. C'est ce refus que déplore avec force *Hubert Brochier* dans son plaidoyer pour un nouveau programme de recherche en économie, dans lequel il suggère comment ce qu'on pourrait appeler les antinomies de la raison économique pure ne sont susceptibles de trouver de solution qu'à la condition de porter résolument le regard en direction du concret. Un tel projet n'implique-t-il pas une *nouvelle alliance* entre science économique et sociologie ? Mais sur quelles bases ? *Mark Granovetter* et *Richard Swedberg*, qui sont probablement les meilleurs connaisseurs mondiaux de ce qui se produit à l'intersection de ces deux champs, passent ici utilement en revue les différents « programmes » existants, et plaident pour leur part vigoureusement en faveur d'une nouvelle sociologie économique. *Mark Granovetter*, qui en constitue la figure de proue, suggère certaines de ses possibilités en présentant et discutant le concept... *d'embeddedness*, dont il n'est sans doute pas inintéressant pour la petite histoire de signaler qu'il en est venu à le formuler alors qu'il ignorait encore les travaux de *Polanyi*. Comme si ce concept s'imposait en anglais aussitôt que l'on entend signifier que l'action économique ne peut pas être considérée comme coupée de l'action sociale. Les acteurs économiques, plaide *Granovetter*, sont en fait toujours inscrits dans des *réseaux* de relations interpersonnelles, des relations proprement sociales d'alliance ou de confiance. Aucune décision économique ne peut être prise indépendamment de ces réseaux. Émerge ainsi un programme scientifique ambitieux : celui de dresser une typologie des réseaux existants et d'analyser leurs modes de fonctionnement. Un tel projet ne peut que susciter la sympathie du MAUSS, et d'autant plus qu'il est largement identique au sien. Là où *Granovetter* parle réseaux nous parlons de *société primaire*, en y ajoutant l'hypothèse que celle-ci fonctionne à partir de la triple obligation de donner, recevoir et rendre, et qu'en conséquence les diverses

formes de relations interpersonnelles existantes sont autant de formes de relations entre des donneurs et des receveurs. Mais une autre ligne de réflexion s'est également vue esquissée dans différents numéros de *La Revue du MAUSS*, qu'*Alain Caillé* tente de synthétiser en évoquant les travaux notamment de Paul Jorion et de François Fourquet. Cette ligne de réflexion, suggère-t-il, aurait pu aboutir, si elle avait été formulée plus tôt, à ce dont on ne sait pas trop s'il faut le considérer comme une théorie économique alternative ou une théorie alternative à la théorie économique. Une théorie de la valeur et de la formation des prix, en tout cas, qui ne reposerait pas sur le postulat de la *disembeddedness*, de l'indépendance de l'économique par rapport au social. Il convient en effet de remarquer que, de la valeur des biens, les théories économiques ont toujours cherché un déterminant largement extrasocial, qu'il se soit agi du « travail générique », de l'utilité ressentie par les individus ou de la valeur des autres biens. Cette dernière formation pousse au paroxysme l'hypothèse de l'indépendance de l'économique en radicalisant l'idée que la valeur des choses ne dépendrait que de la valeur des choses. Renonçons à ce postulat et nous obtiendrons aussitôt la possibilité d'une économie politique inversée qui, renouant avec Aristote par l'intermédiaire de Polanyi, énoncerait que la valeur des biens dépend au contraire, *en dernière instance*, de la valeur sociale des sujets humains qui les « produisent ». On déboucherait ainsi sur une économie politique « relativiste » ou, mieux, relationniste, capable de distinguer divers cas de figure selon que la valeur dépend des relations de face à face, du statut social des groupes assemblés en une société close, des classes sociales, qui s'affrontent au sein d'une nation démocratique, ou des nations qui se confrontent sur le marché mondial. Une telle économie politique, estime A. Caillé, aurait été possible, et à de nombreux égards mieux fondée que celle qui a triomphé en effet. Elle devient, croit-il, sans objet — et, plus encore, non susceptible de déboucher sur la mesure — dès lors que l'économie se mondialise à un point tel qu'il n'existe plus aucun rapport intelligible qui soit concevable entre les prix des biens et la valeur de quelque sujet social que ce soit. Mais, objecterait peut-être *François Nemo*, qui propose ici une fort éclairante lecture des ambitions de la théorie

économique vues par un linguiste pragmaticien, peut-être A. Caillé participe-t-il de la même illusion que celle que le linguiste décèle chez les économistes : celle que les prix pourraient être considérés comme des « constatifs », comme des énoncés disant quelque chose d'une réalité qui leur est externe et leur préexiste, alors qu'ils sont en fait des « performatifs », des énoncés qui font en disant (comme lorsqu'un président de séance dit : « La séance est ouverte »). C'est, semble-t-il, dans une direction voisine que s'oriente *Paul Jorion* dans sa réponse à Alain Caillé, en assumant plus que lui le projet énoncé d'une économie politique alternative, une économie radicalement relationniste mais qui, loin de devenir invraisemblable avec la mondialisation, en deviendrait encore plus plausible. Ne voit-on pas, sur le marché des changes, un seul « spéculateur » être en mesure à lui seul, contre les États les plus riches, *défaire* les prix des différentes monnaies ? Pour saisir une telle réalité, ce qui est inopérant, ce n'est pas la visée de la mesure en tant que telle. C'est celle de l'inscrire dans l'espace de la mécanique classique. Le recours, par contre, à la théorie du chaos ou à la théorie des quantas permet, selon Jorion, d'espérer en l'avènement d'une physique sociale.

Mettre une autre économie en pratique

Autant de pistes de recherche. Si nous sommes loin, cependant, d'être pleinement satisfaits du travail collectif ici offert à lire, c'est parce qu'entre les critiques et le défrichage de pistes de réflexion, d'une part, et un début d'aboutissement véritable du travail de recherche, d'autre part, il y a un écart colossal, que nous sommes bien conscients de ne guère être parvenus à combler. Mais comment espérer que nos modestes forces puissent suffire à une telle tâche ? Malgré leur faiblesse, il fallait néanmoins nous enhardir à esquisser quelques indications plus précises et déterminées de ce vers quoi pourrait conduire la mise en oeuvre effective d'un nouveau « programme de recherche » (comme on dit aujourd'hui dans le jargon technocratique de la recherche justement) en économie. Le plus important, le plus urgent, notions-nous au départ, est de contribuer à renonciation de la base

économique sur laquelle pourrait s'édifier un nouveau rapport social capable de tenir le choc face à la disparition de l'emploi à vie universel. Les contributions de *Chantai Euzéby* et de *Jean-Louis Laville* dessinent deux réponses qui nous semblent fortement complémentaires. Spécialiste de l'économie sociale et du RMI, Chantai Euzéby en est venue à la conclusion qu'il est absolument nécessaire d'instaurer ce qu'à la suite de Yoland Bresson elle nomme un revenu d'existence, et que nous appelons au MAUSS un revenu de citoyenneté, un revenu minimum inconditionnel. Si l'on veut surmonter la dualisation entre les titulaires d'un emploi permanent et ceux qui n'occuperont que des emplois temporaires, il est indispensable de créer la possibilité d'une graduation infinie en encourageant systématiquement la possibilité du travail à temps partiel (en allant, si l'on veut, dans le sens de ce que Jacques Delors et Jean-Baptiste de Foucauld nommaient, en 1980, la révolution du temps choisi). A elles seules, de telles mesures ne sauraient suffire à redonner espoir à ceux qui sont et se sentent exclus. Mais le tableau pourrait sérieusement changer si l'inconditionnalité et la libération par rapport à l'obligation du travail à temps plein permettaient d'entreprendre et de s'investir dans un troisième secteur, ni privé ni public, le secteur d'une économie solidaire qui va devenir vital et qui reste presque entièrement à inventer et à faire vivre. C'est à travers lui que pourront et devront se réaffirmer les valeurs de l'appartenance à un lieu, à une temporalité, à une culture et à une *politie* déterminés, ces valeurs dont tout le monde sent bien qu'elles vont être sérieusement mises à mal par l'accélération soudaine du procès de mondialisation et par la rigueur accrue des disciplines productives et financières — ici décrites par *Rauf Gönenç* — qui en seront la contrepartie. L'ampleur du processus de mondialisation va rapidement nous imposer de modifier l'échelle habituelle de nos raisonnements ainsi que les groupes de référence par rapport auxquels les propositions de l'économie politique et des sciences sociales faisaient sens jusqu'ici. *François Fourquet* rappelle comment l'économie politique s'est formée en référence aux Etats-nations. Bien avant le bien-être des individus, c'est à la puissance des Etats qu'elle a eu pour tâche de contribuer. L'irruption virtuelle d'une humanité mondiale modifie radicalement les questions usuelles.

La valeur, dont la valeur des biens n'est qu'une forme particulière, est toujours valeur pour un sujet. Mais quel est désormais le sujet pertinent? Comment penser l'articulation entre les *internalités* et les *externalités* si les frontières entre nations perdent de leur sens ? Mais en perdent-elles ? Assurément non, en pratique. Néanmoins, argumente F. Fourquet dans une perspective qui se veut résolument utopique, nous ne pouvons plus désormais ne pas nous demander ce que, de toute question économique, penserait un sujet collectif démocratique mondial... dont le seul inconvénient est de ne pas encore être né.

On le voit, à multiplier ainsi les angles d'attaque, on multiplie aussi vertigineusement les questions. Auxquelles nous ne prétendons pas ici apporter de réponses parfaitement convaincantes. Mais le lecteur, croyons-nous, de la lecture de ce volume retirera une certitude, celle qu'il devient urgent que les économistes, sans renoncer à l'exigence de la rigueur, acceptent aussi de s'affronter à l'économie concrète et, pour cela, de se confronter aux autres disciplines. *Philippe Rospabé*, de ce point de vue, célèbre les mérites d'une discipline de l'enseignement secondaire qui ne jouit que d'un faible prestige, les sciences économiques et sociales. Une des raisons du peu d'estime relatif dans laquelle sont tenus ses enseignants, assez curieusement, c'est que leur compétence est double, à la fois sociologique et économique. Leurs collègues de l'enseignement supérieur, monodisciplinaires pour la plupart, en tirent la conclusion que cette double compétence est en fait une demi-compétence. Le résultat de cette situation institutionnelle est un état de fait particulièrement regrettable. L'étude et l'analyse de l'économie concrète ne sont officiellement l'affaire de personne. Les sociologues abandonnent l'essentiel de la question aux économistes. Les professeurs du secondaire ne jouissent d'aucune légitimité et, par nature, leur enseignement ne saurait en effet déboucher sur de véritables recherches. Nous sommes bien placés pour savoir que cette situation absurde est totalement bloquée, que ceux qui auraient intérêt au changement n'ont pas les moyens de l'impulser et que ceux qui en auraient les moyens n'en ont guère le désir. Il est néanmoins urgent de favoriser le renouveau de la réflexion collective sur l'économie et d'inscrire celui-ci dans le cadre plus vaste d'un redémarrage des sciences

sociales en faisant débattre l'économie et la sociologie non seulement entre elles, mais aussi avec la philosophie politique, l'anthropologie, l'histoire et la géographie. C'est dans cet espoir que nous achevons ce numéro par la publication d'un appel à la création d'un enseignement universitaire de socio-économie. La seule possibilité, en effet, de surmonter le blocage auquel nous faisons allusion est que du cœur même des disciplines concernées émerge le plus grand nombre possible de signatures appelant à une réforme du savoir. La certitude de ne pas être seul à nourrir des doutes par rapport à la division instituée du travail de la connaissance est la première condition *sine qua non* pour que ceux qui peuvent entreprendre osent commencer à le faire. Signez et faites signer. Il en sortira bien quelque chose.

Alain Caillé, Bernard Guerrien, Ahmet Insel.

>>> Pour vous procurer ce livre :

Vous pouvez commander la version numérique de cet ouvrage au format PDF au prix de 10 € en cliquant sur le lien ci-contre¹ :

-
1. Ce lien vous amènera sur le site sécurisé de Paypal™ où vous pourrez régler votre achat par carte bancaire (ou avec votre compte Paypal si vous en avez un), vous recevrez ensuite par mèle un lien vers un serveur sécurisé pour y retirer le fichier PDF de cet ouvrage.